Délibération du conseil communautaire

du 25 juin 2012

N° 10

Page 1/2

Rapporteur : Madame Anne-Florence BOURAT

OBJET : Création d'un service commun de restauration collective assuré par l'Unité de Production Culinaire - convention entre la CAPC et les communes bénéficiaires régissant les modalités du service commun

Mesdames , Messieurs,

L'article L. 5211-4-2 du Code Général des collectivités territoriales issu de la loi de réforme des collectivités du 16 décembre 2010 permet à un EPCI et une ou plusieurs des communes membres de se doter de services communs, en dehors de tout transfert de compétence.

En matière de restauration collective, notamment scolaire, la commune de Châtelleraut dispose d'un outil de production de repas performant, satisfaisant aux réglementations et normes en vigueur et disposant à ce titre de l'agrément européen. Cet outil, dit Unité de Production Culinaire, assure la production en liaison froide de 330000 repas chaque année, essentiellement à destination du public scolaire.

Partageant une même volonté de mutualiser ce service, les communes de Châtelleraut, Cenon sur Vienne, Senillé et Thuré souhaitent aujourd'hui la création d'un service commun permettant d'assurer la fourniture de repas à destination de leurs restaurants scolaires et de leurs accueils de loisirs municipaux.

A cet effet, le Conseil Communautaire est invité à délibérer quant :

- à la création de ce service géré par la C.A.P.C.,*
- à la mise à disposition par la commune de Châtelleraut du personnel nécessaire au fonctionnement du service commun de restauration collective,*
- et aux modalités énoncées par le projet de convention ci-annexé régissant les effets de cette mise en commun.*

* * * * *

VU l'article L. 5211-4-2 du CGCT permettant aux EPCI et à leurs communes membres de se doter de services communs ,

VU l'avis des comités techniques de la C.A.P.C. (29 mars 2012), des communes de Châtelleraut (13/03/2012), Cenon-sur-Vienne, Senillé et Thuré (10/05/2012) respectivement, concernant la mise à disposition du personnel de l'Unité de Production Culinaire de la commune de Châtelleraut, à la C.A.P.C.,

CONSIDERANT l'intérêt pour les communes de la CAPC de se doter d'un service commun qui leur permettra de bénéficier d'économies d'échelle dans le cadre de l'utilisation d'un outil public de production de repas performant, disposant de l'agrément européen et satisfaisant aux exigences et aux évolutions en matière de restauration collective, notamment à destination des scolaires,

Délibération du conseil communautaire

du 25 juin 2012

N° 10

Page 2/2

Le conseil communautaire, ayant délibéré, décide :

1° de créer à compter du *1er septembre 2012* un service commun de restauration collective entre la C.A.P.C. et quatre de ses communes membres :

- *commune de Châtelleraut*
- *commune de Cenon sur Vienne*
- *commune de Senillé*
- *commune de Thuré.*

A compter de cette même date, les fonctionnaires et agents titulaires de la commune de Châtelleraut qui remplissent en totalité ou en partie leurs fonctions dans le service commun seront de plein droit mis à disposition de la C.A.P.C. pour le temps de travail consacré à ce service.

2° d'autoriser le Président, ou son représentant, à signer la convention ci-annexée entre la C.A.P.C., et les communes de Châtelleraut, Cenon sur Vienne, Senillé et Thuré régissant les modalités de fonctionnement du service commun et du remboursement des frais selon les recours qu'auront eu ces communes à ce service ; convention conclue pour une durée de 5 ans à compter du 1er septembre 2012 et jusqu'au 31 août 2017.

4° d'inscrire au budget 2012 les crédits nécessaires au fonctionnement de ce service.

UNANIMITE

Certifiée exécutoire
Par le président de la communauté d'agglomération
Transmis à la sous préfecture, le n°
Publié au siège de la CAPC, le

Pour ampliation,
Pour le président et par délégation,
La responsable du service juridique
Emmanuelle ADAM